









Mardi 5 février 2019 à l'université de Lorraine

TOUTES et TOUS DANS LA RUE

Grève – Blocage du Conseil d'administration - Manifestation



Les organisations CGT Ferc Sup, FO ESR, le SNESUP-FSU, Sud Education Lorraine et l'UNEF de l'université de Lorraine exigent que le décret instituant l'augmentation des droits d'inscription pour les étudiants hors UE ne soit pas promulgué et que ce projet soit abandonné. Nos organisations demandent que le président de l'UL se prononce enfin officiellement CONTRE ce projet et qu'il porte cette opposition dans les instances nationales.

Nos organisations appellent tous les collègues, enseignants-chercheurs et administratifs, tous les étudiants, français et étrangers, à répondre à l'appel de l'AG de la FST du 29 janvier :

- suspension des activités administratives pour les personnels enseignants de l'UL
- blocage du CA de l'Université de Lorraine le 5 février au matin, à 8h à la présidence de Brabois
- puis AG sur le Campus Lettres et Sciences Humaines et/ou sur le Campus FST de Nancy à 12h15
- **puis MANIF** à 14h Place Dombasle avec cortège funéraire et enterrement de la FST et de l'UL, pour se joindre à la manifestation interprofessionnelle.

La ministre de l'ESRI continue la politique de restructuration du secteur, au détriment des conditions de travail des personnels et des conditions d'étude des étudiants. Les moyens en postes, en fonctionnement et en investissements sont totalement insuffisants et continuent de baisser chaque année, alors que le nombre d'étudiants augmente. Après avoir limité l'accès aux universités avec Parcoursup et la loi ORE, le gouvernement a décidé d'augmenter drastiquement les frais d'inscription des étudiants étrangers (hors UE), (de 170€ en Licence à 2.770€, de 243€ ou 380€ en Master et Doctorat à 3.770€). C'est injuste et prélude à une libéralisation des frais d'inscription pour tous les étudiants ! C'est le droit des jeunes à se former qui est ainsi menacé pour l'immense majorité d'entre eux.

Nos organisations rappellent leurs revendications :

- libre accès à l'université : pas d'augmentation des frais d'inscription et liberté de choix de l'étudiant de sa filière, abrogation de parcoursup
- arrêt des restructurations en cours et plan de recrutement de fonctionnaires, augmentation des budgets et des salaires
- arrêt de la destruction des services publics et du système de retraite